

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XI LEGISLATURA —

N. 1564

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri
(COLOMBO)

di concerto col Ministro dell'interno
(MANCINO)

col Ministro di grazia e giustizia
(MARTELLI)

col Ministro delle finanze
(GORIA)

col Ministro del tesoro
(BARUCCI)

col Ministro della pubblica istruzione
(JERVOLINO RUSSO)

col Ministro dei trasporti
(TESINI)

col Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato
(GUARINO)

col Ministro del lavoro e della previdenza sociale
(CRISTOFORI)

col Ministro del commercio con l'estero
(VITALONE)

e col Ministro della sanità
(DE LORENZO)

(V. Stampato Camera n. 2008)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 13 ottobre 1993

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 14 ottobre 1993*

**Ratifica ed esecuzione della convenzione europea relativa
allo *status* giuridico del lavoratore migrante, adottata a
Strasburgo il 24 novembre 1977**

INDICE

Disegno di legge	Pag.	3
Convenzione	»	5

DISEGNO DI LEGGE
—**Art. 1.**

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea relativa allo *status* giuridico del lavoratore migrante, adottata a Strasburgo il 24 novembre 1977.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 34 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 3.800.000 annue a decorrere dal 1994, si provvede mediante riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1994-1996, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1994, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION EUROPÉENNE
RELATIVE AU STATUT JURIDIQUE
DU TRAVAILLEUR MIGRANT

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir, dans le respect des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social :

Considérant qu'il convient de régler la situation juridique des travailleurs migrants, ressortissants des Etats membres du Conseil de l'Europe, en vue de leur assurer, dans toute la mesure du possible, un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui dont bénéficient les travailleurs nationaux de l'Etat d'accueil, pour tout ce qui se rapporte aux conditions de vie et de travail :

Résolus à faciliter la promotion sociale et le bien-être des travailleurs migrants et des membres de leurs familles :

Affirmant que les droits et prérogatives qu'ils accordent mutuellement à leurs ressortissants sont concédés en raison de l'étroite association qui unit, de par le Statut, les Etats membres du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Article 1

Définition

1. Aux fins de la présente Convention, le terme « travailleur migrant » désigne le ressortissant d'une Partie Contractante qui a été autorisé par une autre Partie Contractante à séjourner sur son territoire pour y occuper un emploi salarié.
2. La présente Convention ne s'applique pas :
 - a. aux travailleurs frontaliers ;
 - b. aux artistes, y compris les artistes de variétés et les animateurs de spectacles, et aux sportifs, employés pour une période de courte durée, et aux personnes exerçant une profession libérale ;
 - c. aux gens de mer ;
 - d. aux stagiaires ;
 - e. aux saisonniers ; les travailleurs migrants saisonniers sont ceux qui, ressortissants d'une Partie Contractante, effectuent un travail salarié sur le territoire d'une autre Partie Contractante dans une activité dépendant du rythme des saisons, sur la base d'un contrat à durée déterminée ou pour un travail déterminé ;
 - f. aux travailleurs ressortissants d'une Partie Contractante, effectuant un travail déterminé sur le territoire d'une autre Partie Contractante, pour le compte d'une entreprise ayant son siège social en dehors du territoire de cette Partie Contractante.

CHAPITRE II

Article 2

Formes de recrutement

1. Le recrutement des futurs travailleurs migrants peut s'opérer, soit par demande nominative, soit par demande anonyme et, dans ce dernier cas, il doit s'effectuer par l'intermédiaire de l'organe officiel de l'Etat d'origine si un tel organe existe, et, le cas échéant, par l'intermédiaire de l'organe officiel de l'Etat d'accueil.
2. Les frais administratifs entraînés par le recrutement, l'introduction et le placement, lorsqu'ils sont effectués par un organe officiel, ne devront pas être à la charge du futur travailleur migrant.

Article 3

Examen médical et professionnel

1. Le recrutement des futurs travailleurs migrants peut être précédé par un examen médical et professionnel.
2. L'examen médical et l'examen professionnel doivent permettre de déterminer si le futur travailleur migrant répond aux conditions de santé et aux aptitudes techniques nécessaires à l'emploi offert et établir que l'état de santé de ce travailleur ne présente pas de danger pour la santé publique.
3. Les modalités de remboursement des frais relatifs à l'examen médical et professionnel seront réglées, le cas échéant, dans le cadre d'accords bilatéraux, de telle sorte que ces frais ne soient pas à la charge du futur travailleur migrant.
4. Le travailleur migrant en possession d'une offre d'emploi nominative ne pourra être soumis, sauf exception justifiée en matière de fraude, à un examen professionnel que sur la demande de l'employeur.

Article 4

Droit de sortie - Droit à l'admission - Formalités administratives

1. Toute Partie Contractante garantit au travailleur migrant les droits ci-après :
 - le droit de sortie du territoire de la Partie Contractante dont il est ressortissant ;
 - le droit à l'admission sur le territoire de l'une des Parties Contractantes pour y occuper un emploi salarié lorsque, ayant obtenu les documents requis, le travailleur migrant y a préalablement été autorisé.
2. Ces droits s'entendent sous réserve des restrictions prescrites par la législation et relatives à la sécurité de l'Etat, à l'ordre public, à la santé publique ou aux bonnes mœurs.
3. Les documents requis du travailleur migrant pour l'émigration et pour l'immigration sont délivrés dans les délais les plus brefs, à titre gratuit ou contre versement d'une somme ne dépassant pas leur coût administratif.

Article 5

Formalités et procédure concernant le contrat de travail

Tout travailleur migrant ayant obtenu un emploi, sera muni, avant son départ pour l'Etat d'accueil, d'un contrat de travail ou d'une offre d'emploi précise qui pourront être rédigés dans

une ou plusieurs langues en usage dans l'Etat d'origine et dans une ou plusieurs langues en usage dans l'Etat d'accueil. L'utilisation d'au moins une langue de l'Etat d'origine et une langue de l'Etat d'accueil sera obligatoire en cas de recrutement par un organe officiel ou par une agence de placement officiellement reconnue.

Article 6

Information

1. Les Parties Contractantes échangent entre elles et fournissent aux candidats à l'émigration des informations appropriées sur leur séjour, les conditions et possibilités de regroupement familial, la nature de l'emploi, les possibilités de conclusion d'un nouveau contrat de travail après l'expiration du premier, la qualification requise, les conditions de travail et de vie (y compris le coût de la vie), la rémunération, la sécurité sociale, le logement, la nourriture, le transfert des économies, le voyage, ainsi que les retenues opérées sur le salaire pour la protection et la sécurité sociales, les impôts, les taxes et autres charges. Des informations peuvent également être fournies sur les conditions culturelles et religieuses dans l'Etat d'accueil.

2. En cas de recrutement par l'intermédiaire d'un organe officiel de l'Etat d'accueil, ces informations sont fournies au candidat à l'émigration, avant son départ, dans une langue qu'il peut comprendre, afin de lui permettre de prendre une décision en pleine connaissance de cause. Le cas échéant, la traduction de ces informations dans une langue que le candidat à l'émigration peut comprendre est assurée en règle générale par l'Etat d'origine.

3. Toute Partie Contractante s'engage à prendre les mesures appropriées pour contrecarrer la propagande trompeuse relative à l'émigration et à l'immigration.

Article 7

Voyage

1. Toute Partie Contractante s'engage, en cas de recrutement collectif officiel, à ce qu'en aucun cas les frais de voyage vers l'Etat d'accueil ne soient à la charge du travailleur migrant. Les modalités de prise en charge seront déterminées dans le cadre d'accords bilatéraux qui pourront prévoir aussi l'extension des mesures précitées aux familles et aux travailleurs recrutés individuellement.

2. Lorsqu'il s'agit de travailleurs migrants et de leurs familles se trouvant en transit sur le territoire d'une Partie Contractante pour rejoindre l'Etat d'accueil ou à l'occasion de leur retour vers l'Etat d'origine, toutes les mesures devront être prises par l'autorité compétente de l'Etat de transit en vue de hâter le passage et éviter des retards et des difficultés administratives.

3. Toute Partie Contractante accorde l'exemption des droits et taxes à l'importation lors de l'entrée dans l'Etat d'accueil, au retour définitif dans l'Etat d'origine ainsi qu'au cours des transits :

a. pour les effets personnels et objets mobiliers appartenant aux travailleurs migrants et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage ;

b. dans une mesure raisonnable, pour les outils manuels et l'équipement portatif nécessaires aux travailleurs migrants pour l'exercice de leur métier.

Les exemptions visées ci-dessus sont accordées conformément aux modalités prévues par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur dans lesdits Etats.

CHAPITRE III

Article 8

Permis de travail

1. Toute Partie Contractante qui admet un travailleur migrant pour occuper un emploi salarié délivre ou renouvelle pour lui (sauf en cas de dispense) un permis de travail dans les conditions prévues par sa législation.
2. Toutefois, le permis de travail délivré pour la première fois ne peut, en règle générale, lier le travailleur à un même employeur ou à une même localité pour une période supérieure à une année.
3. En cas de renouvellement du permis de travail du travailleur migrant, ce permis devrait être en règle générale d'une durée d'au moins un an, pour autant que la situation et l'évolution du marché du travail le permettent.

Article 9

Permis de séjour

1. Toute Partie Contractante délivrera, pour autant que la législation nationale l'exige, un permis de séjour aux travailleurs migrants qui ont été autorisés à occuper un emploi salarié sur leur territoire conformément aux conditions prévues dans la présente Convention.
2. Le permis de séjour sera, dans les conditions prévues par la législation nationale, délivré et, le cas échéant, renouvelé pour une durée égale, en règle générale, à celle du permis de travail. Lorsque la durée du permis de travail est indéterminée, le permis de séjour sera délivré et, le cas échéant, renouvelé, en règle générale, pour une période d'au moins une année. Il sera délivré et renouvelé gratuitement ou contre paiement du seul coût administratif.
3. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux membres de la famille du travailleur migrant autorisés à le rejoindre conformément à l'article 12 de la présente Convention.
4. Si le travailleur migrant n'occupe plus d'emploi, soit qu'il ait été frappé d'une incapacité temporaire de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, soit qu'il se trouve en situation de chômage involontaire dûment constatée par les autorités compétentes, il lui sera permis, aux fins de l'application des dispositions de l'article 25 de la présente Convention, de rester sur le territoire de l'Etat d'accueil pour une période qui ne devrait pas être inférieure à cinq mois.

Toutefois, aucune Partie Contractante ne sera tenue dans le cas visé à l'alinéa ci-dessus de permettre au travailleur migrant de rester pour une période excédant la durée de versement de l'allocation chômage.

5. Le permis de séjour, délivré conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article, pourra être retiré :
 - a. pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre public ou de bonne mœurs.
 - b. si le titulaire refuse, après avoir été dûment informé des conséquences d'un tel refus, de se conformer aux prescriptions édictées par une autorité publique médicale à son égard dans un but de protection de la santé publique,
 - c. si une condition substantielle pour sa délivrance ou sa validité n'est pas remplie.

Toute Partie Contractante s'engage toutefois à assurer aux travailleurs migrants à l'égard desquels une telle mesure de retrait du permis de séjour serait prise, un droit de recours effectif, conformément à la procédure prévue par sa législation, auprès d'une autorité judiciaire ou administrative.

Article 10

Accueil

1. A leur arrivée dans l'Etat d'accueil, les travailleurs migrants et les membres de leurs familles recevront toutes les informations et les conseils appropriés, ainsi que toute l'assistance nécessaire, en vue de leur installation et de leur adaptation.
2. Dans ce but, les travailleurs migrants et les membres de leurs familles bénéficieront de l'aide et de l'assistance des services sociaux et des organismes d'utilité publique de l'Etat d'accueil ainsi que de l'aide fournie par les autorités consulaires de leur Etat d'origine. En outre, les travailleurs migrants bénéficieront au même titre que les travailleurs nationaux de l'aide et de l'assistance du service de l'emploi. Toutefois, toute Partie Contractante s'efforcera d'assurer, lorsque la situation l'exigera, des services sociaux spécialisés pour faciliter ou coordonner l'accueil des travailleurs migrants et de leurs familles.
3. Toute Partie Contractante s'engage à assurer aux travailleurs migrants et aux membres de leurs familles la liberté de pratiquer le culte correspondant à leur confession ; elle leur facilitera, dans la mesure des moyens éventuellement disponibles, la pratique de ce culte.

Article 11

Recouvrement des sommes dues au titre d'une obligation alimentaire

1. La condition de travailleur migrant ne doit pas faire obstacle au recouvrement des sommes dues en faveur de personnes restées dans l'Etat d'origine au titre d'une obligation alimentaire et découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime.
2. Toute Partie Contractante prend les mesures nécessaires pour assurer le recouvrement des sommes dues au titre d'une obligation alimentaire, en utilisant à cet effet dans toute la mesure du possible, le dossier adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.
3. Dans toute la mesure du possible, toute Partie Contractante prend des mesures en vue de la nomination d'une autorité unique nationale ou régionale, chargée de recevoir et d'expédier les demandes d'aliments dus au titre d'une obligation alimentaire répondant aux conditions du paragraphe 1^{er} ci-dessus.
4. Le présent article ne porte pas atteinte aux dispositions des conventions bilatérales ou multilatérales conclues ou à conclure.

Article 12

Regroupement familial

1. Le conjoint du travailleur migrant régulièrement employé sur le territoire d'une Partie Contractante, et ses enfants non mariés, aussi longtemps qu'ils sont considérés comme mineurs par la législation pertinente de l'Etat d'accueil, qui sont à sa charge, sont autorisés, dans les conditions analogues à celles prévues dans la Convention pour l'admission des travailleurs migrants et selon la procédure prévue pour cette admission par la législation ou par des accords internationaux, à rejoindre le travailleur migrant sur le territoire d'une Partie Contractante, à condition que ce dernier dispose pour sa famille d'un logement considéré comme normal pour les travailleurs nationaux dans la région où il est employé. Toute Partie Contractante pourra subordonner la mise en œuvre de l'autorisation visée ci-dessus à un délai d'attente qui ne pourra excéder douze mois.
2. Tout Etat peut, à tout moment, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui prendra effet un mois après sa réception, subordonner en outre le regroupement

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

familial visé au paragraphe 1^{er} ci-dessus, à la condition que le travailleur migrant dispose de ressources stables, suffisantes pour subvenir aux besoins de sa famille.

3. Tout Etat peut, à tout moment, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui prendra effet un mois après sa réception, déroger temporairement à l'obligation de délivrer l'autorisation prévue au paragraphe 1^{er} ci-dessus, pour l'une ou plusieurs parties de son territoire qu'il désignera dans la déclaration, à condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec des obligations découlant d'autres instruments internationaux. La déclaration comportera l'indication des motifs particuliers qui justifient la dérogation au regard de la capacité d'accueil.

Tout Etat qui exerce cette faculté de dérogation tient le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et prend soin d'assurer la publication de ces mesures dans les plus brefs délais. Il doit également informer le Secrétaire Général de la date à laquelle ces mesures cessent d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.

La déclaration n'affectera pas en règle générale les demandes de regroupement familial soumises aux autorités compétentes, avant que la déclaration ne soit adressée au Secrétaire Général, par des travailleurs migrants déjà établis dans la partie du territoire concernée.

Article 13

Logement

1. Toute Partie Contractante applique au travailleur migrant, en matière d'accès au logement et de loyer, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle applique à ses propres nationaux, dans le cas où cette matière est régie par ses lois et ses règlements.

2. Toute Partie Contractante veille à ce que les services nationaux compétents effectuent des contrôles, dans les cas appropriés, en collaboration avec les autorités consulaires intéressées agissant dans le cadre de leur compétence, en vue d'assurer que les normes de salubrité des logements sont respectées pour les travailleurs migrants comme pour ses propres nationaux.

3. Toute Partie Contractante s'engage à protéger les travailleurs migrants, dans le cadre de ses lois et de ses règlements, contre l'exploitation en matière de loyer.

4. Toute Partie Contractante veillera, par les moyens à la disposition des services nationaux compétents, à ce que le logement du travailleur migrant soit convenable.

Article 14

*Préformation - Formation scolaire, professionnelle et linguistique
Rééducation professionnelle*

1. Les travailleurs migrants et les membres de leurs familles régulièrement admis sur le territoire d'une Partie Contractante, bénéficient, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement général et professionnel ainsi que de la formation et rééducation professionnelles et se verront accorder l'accès à l'enseignement supérieur conformément aux dispositions qui régissent, d'une manière générale, l'accès aux différentes institutions dans l'Etat d'accueil.

2. Pour favoriser l'accès aux écoles d'enseignement général et professionnel ainsi qu'aux centres de formation professionnelle, l'Etat d'accueil facilite l'enseignement de sa ou de ses langues en faveur des travailleurs migrants et des membres de leurs familles.

3. Pour les besoins de l'application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, l'octroi de bourses demeure réservé à l'appréciation de chaque Partie Contractante, qui s'efforcera d'accorder, en la matière, aux enfants des travailleurs migrants vivant auprès de leurs familles dans l'Etat d'accueil

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

— conformément aux dispositions de l'article 12 de la présente Convention — les mêmes facilités qu'aux nationaux.

4. Les qualifications antérieures du travailleur ainsi que les diplômes et les titres professionnels acquis dans l'Etat d'origine seront reconnus par les Parties Contractantes selon les modalités établies au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

5. Les Parties Contractantes concernées veilleront, dans le cadre d'une étroite coopération, à ce que la formation et la rééducation professionnelles, au sens du présent article, tiennent compte autant que possible, des besoins des travailleurs migrants en vue d'un retour dans leur Etat d'origine.

Article 15

Enseignement de la langue maternelle du travailleur migrant

Les Parties Contractantes concernées agiront d'un commun accord en vue d'organiser, dans la mesure du possible, à l'intention des enfants des travailleurs migrants des cours spéciaux pour l'enseignement de la langue maternelle du travailleur migrant afin de faciliter, entre autres, leur retour dans leur Etat d'origine.

Article 16

Conditions de travail

1. En matière de conditions de travail, les travailleurs migrants autorisés à exercer un emploi bénéficient d'un traitement non moins favorable que celui qui s'applique aux travailleurs nationaux, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, des conventions collectives de travail ou des usages.

2. Il ne peut être dérogé par contrat individuel au principe de l'égalité de traitement visé au paragraphe précédent.

Article 17

Transfert d'économies

1. Toute Partie Contractante permet, selon les modalités fixées par sa législation, le transfert de tout ou partie des gains et des économies des travailleurs migrants que ceux-ci désirent transférer.

Cette disposition s'applique également au transfert des sommes dues par les travailleurs migrants au titre d'une obligation alimentaire. Le transfert des sommes dues par les travailleurs migrants au titre d'une obligation alimentaire ne pourra en aucun cas être entravé ou empêché.

2. Toute Partie Contractante permet, dans le cadre de conventions bilatérales ou par tout autre moyen, le transfert des sommes qui restent dues aux travailleurs migrants lorsque ceux-ci quittent le territoire de l'Etat d'accueil.

Article 18

Sécurité sociale

1. Toute Partie Contractante s'engage à accorder sur son territoire, aux travailleurs migrants et aux membres de leurs familles, l'égalité de traitement avec ses propres nationaux en matière de sécurité sociale, sous réserve des conditions exigées par la législation nationale et les accords bilatéraux et multilatéraux conclus ou à conclure entre les Parties Contractantes concernées.

2. En outre, les Parties Contractantes s'efforceront de garantir aux travailleurs migrants et aux membres de leurs familles la conservation des droits en cours d'acquisition et des droits acquis, ainsi que le service des prestations à l'étranger, au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux.

Article 19

Assistance sociale et médicale

Toute Partie Contractante s'engage à accorder sur son territoire aux travailleurs migrants et aux membres de leurs familles, en séjour régulier sur son territoire, l'assistance sociale et médicale au même titre que les nationaux, et ce conformément aux obligations qu'elle assume en vertu d'accords internationaux et notamment de la Convention européenne d'assistance sociale et médicale de 1953.

Article 20

Accidents du travail et maladies professionnelles Hygiène du travail

1. En ce qui concerne la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, ainsi que l'hygiène du travail, les travailleurs migrants bénéficient des mêmes droits et de la même protection que les travailleurs nationaux, en application des lois d'une Partie Contractante et des conventions collectives et compte tenu de leur situation particulière.

2. Le travailleur migrant qui a subi un accident de travail ou a été atteint d'une maladie professionnelle sur le territoire de l'Etat d'accueil bénéficiera de la réadaptation professionnelle au même titre que les travailleurs nationaux.

Article 21

Contrôle des conditions de travail

Toute Partie Contractante contrôle ou fait contrôler les conditions de travail qui sont faites aux travailleurs migrants de la même manière que pour les travailleurs nationaux. Ce contrôle est effectué par les organismes ou les institutions compétentes de l'Etat d'accueil et par toute autre instance autorisée par l'Etat d'accueil.

Article 22

Décès

Toute Partie Contractante veillera, dans le cadre de ses lois ou, le cas échéant, dans le cadre d'accords bilatéraux, à ce que des mesures soient prises en vue de fournir toute l'aide et l'assistance nécessaires au transport dans l'Etat d'origine des corps des travailleurs migrants-décédés à la suite d'un accident de travail.

Article 23

Imposition du revenu du travail

1. En matière de revenus et sans porter préjudice aux dispositions concernant la double imposition contenues dans les accords déjà conclus ou qui pourront être conclus entre les Parties Contractantes, les travailleurs migrants ne seront pas assujettis, sur le territoire d'une Partie Contractante, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, plus élevés ou plus onéreux, que ceux qui sont exigés des nationaux qui se trouvent dans une situation analogue. Ils bénéficieront, notamment, des réductions ou exemptions d'impôts ou de taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions pour charges de famille.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Les Parties Contractantes déterminent, entre elles, par accords bilatéraux ou multilatéraux sur la double imposition, les mesures qui pourraient être prises pour éviter la double imposition des gains des travailleurs migrants.

Article 24

Expiration du contrat de travail et licenciement

1. A l'expiration d'un contrat de travail à durée déterminée, à la fin de la période convenue, et en cas de rupture anticipée d'un tel contrat ou de résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée, le travailleur migrant bénéficie d'un traitement non moins favorable que celui dont bénéficient les travailleurs nationaux en vertu des dispositions de la législation ou des conventions collectives de travail.
2. Le travailleur migrant bénéficie, en cas de licenciement individuel ou collectif, du régime applicable aux travailleurs nationaux en vertu de la législation ou des conventions collectives de travail, notamment en ce qui concerne la forme et la durée du préavis de licenciement, les indemnités légales ou conventionnelles, et celles auxquelles il aurait éventuellement droit en cas de rupture abusive de son contrat de travail.

Article 25

Réemploi

1. Si le travailleur migrant vient à perdre son emploi pour une cause non imputable à sa volonté, notamment en cas de chômage ou de maladie de longue durée, l'autorité compétente de l'Etat d'accueil facilitera son remplacement selon les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur dans ledit Etat.
2. A cette fin, l'Etat d'accueil favorisera les mesures nécessaires pour assurer autant que possible la rééducation et la réadaptation professionnelles du travailleur migrant dont il s'agit, pourvu qu'il manifeste l'intention de continuer à être employé dans l'Etat d'accueil.

Article 26

Recours aux autorités judiciaires et administratives de l'Etat d'accueil

1. Toute Partie Contractante accorde aux travailleurs migrants un traitement non moins favorable qu'à ses nationaux, pour les actions en justice. Les travailleurs migrants ont droit, aux mêmes conditions que les nationaux, à la pleine protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, de leurs droits et intérêts ; ils ont notamment le droit, au même titre que les nationaux, de recourir aux autorités judiciaires et administratives compétentes d'après la législation de l'Etat d'accueil, et de se faire assister par toute personne de leur choix agréée par les lois dudit Etat, notamment dans les litiges qui les opposent à leur employeur, aux membres de leurs familles et aux tiers. Les règles de conflits de lois en vigueur dans l'Etat d'accueil ne sont pas affectées par cet article.
2. Toute Partie Contractante accorde aux travailleurs migrants le bénéfice de l'assistance judiciaire aux mêmes conditions qu'à ses propres nationaux, et, en cas de procédure civile ou pénale, la possibilité de se faire assister par un interprète si le travailleur migrant ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

Article 27

Recours aux services de l'emploi

Toute Partie Contractante reconnaît aux travailleurs migrants et aux membres de leurs familles qui se trouvent régulièrement sur son territoire, le droit de faire appel aux services de l'emploi, dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, et conformément aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives, y compris les conditions d'admission, en vigueur dans cet Etat.

Article 28

Exercice du droit syndical

Toute Partie Contractante reconnaît aux travailleurs migrants le libre exercice du droit syndical pour la protection de leurs intérêts économiques et sociaux dans les conditions prévues par la législation nationale pour ses propres ressortissants.

Article 29

Participation à la vie de l'entreprise

Toute Partie Contractante facilitera dans la mesure du possible la participation des travailleurs migrants à la vie de l'entreprise dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux.

CHAPITRE IV

Article 30

Retour

1. Toute Partie Contractante prendra, autant que possible, les dispositions appropriées en vue d'assister les travailleurs migrants et les membres de leurs familles à l'occasion de leur retour définitif dans leur Etat d'origine, notamment celles visées à l'article 7, paragraphes 2 et 3 de la présente Convention. L'octroi d'une assistance financière demeure réservée à l'appréciation de chacune des Parties Contractantes.

2. Pour que les travailleurs migrants puissent prendre connaissance avant leur voyage de retour des conditions dans lesquelles s'effectuera leur réinstallation dans leur Etat d'origine, cet Etat communiquera à l'Etat d'accueil, qui les tiendra à la disposition des intéressés sur leur demande, des informations notamment sur :

- les possibilités et les conditions d'emploi dans leur Etat d'origine ;
- l'aide financière accordée en vue de la réintégration économique ;
- la conservation des droits acquis à l'étranger en matière de sécurité sociale ;
- les démarches à effectuer pour faciliter la recherche d'un logement ;
- l'équivalence accordée aux certificats ou diplômes professionnels acquis à l'étranger, et le cas échéant, les tests nécessaires pour leur validation ;
- l'équivalence accordée aux titres d'études acquis à l'étranger afin de permettre, sans déclassement, l'intégration scolaire des enfants des travailleurs migrants.

CHAPITRE V

Article 31

Maintien des droits acquis

Aucune des dispositions de la présente Convention ne pourrait être interprétée comme justifiant un traitement moins favorable que celui qui résulte pour un travailleur migrant de la législation nationale de l'Etat d'accueil et des accords bilatéraux et multilatéraux auxquels cet Etat est Partie Contractante.

Article 32

Relations entre la présente Convention et le droit interne des Parties Contractantes ou les accords internationaux

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions qui sont ou entreront en vigueur et qui sont, ou seront, plus favorables aux personnes protégées par la présente Convention en vertu du droit interne et des traités, conventions, accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux, ainsi que des mesures prises pour leur application.

Article 33

Application de la Convention

1. Il sera constitué, dans l'année qui suivra la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un Comité à caractère consultatif.
2. Toute Partie Contractante désignera un représentant à ce Comité consultatif. Tout autre Etat membre du Conseil de l'Europe pourra s'y faire représenter par un observateur ayant voix consultative.
3. Le Comité consultatif examinera toute proposition qui lui sera soumise par l'une des Parties Contractantes en vue de faciliter ou d'améliorer les conditions d'application de la Convention ainsi que toute proposition visant à modifier celle-ci.
4. Les avis et recommandations du Comité consultatif seront adoptés à la majorité des membres du Comité ; toutefois, les propositions visant à modifier la Convention seront adoptées à l'unanimité des membres du Comité.
5. Les avis, recommandations et propositions du Comité consultatif visés ci-dessus seront adressés au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe qui décidera des suites à y donner.
6. Le Comité consultatif sera convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et se réunira, en règle générale, au moins une fois tous les deux ans, et, en outre, lorsque le Comité des Ministres ou deux Parties Contractantes au moins en prendront l'initiative ; le Comité se réunira également à la demande d'une Partie Contractante lorsqu'il sera fait application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 12.
7. Le Comité consultatif établira périodiquement, à l'intention du Comité des Ministres, un rapport contenant des renseignements relatifs à l'état de la législation et de la réglementation en vigueur sur le territoire des Parties et se rapportant aux matières visées par la présente Convention.

CHAPITRE VI

Article 34

Signature - Ratification - Entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la date du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, le premier jour du troisième mois suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 35

Champ d'application territoriale

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à l'ensemble ou à l'un ou plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales ou pour lesquels il est habilité à stipuler.
2. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration. Ce retrait prendra effet six mois après la réception de la déclaration de retrait par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 36

Réserves

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, formuler une ou plusieurs réserves qui ne pourront porter au maximum que sur neuf articles des chapitres II à IV inclus autres que les articles 4, 8, 9, 12, 16, 17, 20, 25, 26.
2. Tout Etat peut retirer à tout moment, en tout ou en partie, une réserve formulée par lui en vertu du paragraphe précédent au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 37

Dénonciation de la Convention

1. Toute Partie Contractante peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa réception.
2. Aucune dénonciation ne peut être effectuée avant l'expiration d'un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Partie Contractante concernée.
3. Toute Partie Contractante qui cesse d'être Membre du Conseil de l'Europe cesse d'être Partie à la présente Convention six mois après la date à laquelle elle a perdu sa qualité d'Etat membre.

Article 38*Notifications*

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;
- c. toute notification reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12 ;
- d. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à son article 34 ;
- e. toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 35 ;
- f. toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 36 ;
- g. le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 36 ;
- h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 37 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 24 novembre 1977, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

Traduzione non ufficiale.

CONSIGLIO D'EUROPA

CONVENZIONE EUROPEA
SULLO STATUTO GIURIDICO
DEI LAVORATORI MIGRANTI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è quello di giungere ad una più stretta unione tra i suoi membri, al fine di salvaguardare e di promuovere, nel rispetto dei Diritti dell'Uomo e delle libertà fondamentali, gli ideali ed i principi che costituiscono il loro patrimonio comune e di favorire il loro sviluppo economico e sociale;

Riconoscendo la necessità di regolare lo stato giuridico dei lavoratori migranti, cittadini degli Stati membri del Consiglio d'Europa, al fine di assicurare loro, nei limiti del possibile, un trattamento che non sia meno favorevole di quello di cui beneficiano i lavoratori nazionali dello Stato ^{d'accoglimento} per tutto quello che riguarda le condizioni di vita e di lavoro;

Decisi a favorire il progresso sociale ed il benessere dei lavoratori migranti e dei loro familiari;

Affermando che i diritti e privilegi che essi concedono reciprocamente ai loro cittadini vengono concessi in virtù della stretta associazione che unisce gli Stati membri del Consiglio d'Europa mediante il suo Statuto;

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I

ARTICOLO 1

Definizione

1. Ai fini della presente Convenzione, per "lavoratore migrante" si intende il cittadino di una Parte Contraente che è stato auto-

rizzato da un'altra Parte Contraente a soggiornare nel proprio territorio per svolgerci un lavoro retribuito.

2. La presente Convenzione non si applica:

a. ai lavoratori frontalieri;

b. agli artisti, ivi compresi gli artisti di varietà e gli animatori di spettacoli, agli sportivi, impegnati per un breve periodo di tempo e alle persone che svolgono una professione libera;

c. ai marittimi;

d. ai tirocinanti;

e. agli stagionali; i lavoratori migranti stagionali sono quei cittadini di una Parte Contraente che svolgono un lavoro retribuito nel territorio di un'altra Parte Contraente in una attività dipendente dal ritmo delle stagioni, sulla base di un contratto a tempo determinato o per un lavoro determinato;

f. ai lavoratori di una Parte Contraente, che svolgono un lavoro determinato nel territorio di un'altra Parte Contraente, per conto di una impresa la cui sede sociale si trova fuori del territorio di detta Parte Contraente.

CAPITOLO II

Articolo 2

Forme di reclutamento

1. Il reclutamento degli eventuali lavoratori migranti avviene o per richiesta nominativa o per richiesta non nominativa e in questo ultimo caso deve essere fatta tramite l'organo ufficiale

dello Stato d'origine, se detto organo esiste, e, se del caso, tramite l'organo ufficiale dello Stato d'accoglimento.

2. Le spese amministrative relative al reclutamento, all'ingresso ed al collocamento, qualora avvengano tramite un organo ufficiale, non dovranno essere a carico del lavoratore migrante.

Articolo 3

Esame medico e di attitudine professionale

1. Il reclutamento degli eventuali lavoratori migranti può essere preceduto da un esame medico e di attitudine professionale.
2. L'esame medico e l'esame di attitudine professionale devono poter stabilire se il lavoratore migrante risponde alle condizioni di salute e alle attitudini tecniche necessarie al lavoro offerto e stabilire che lo stato di salute di detto lavoratore non presenta pericoli per la salute pubblica.
3. Le modalità di rimborso delle spese relative all'esame medico e di attitudine professionale ^{verranno} regolate, se del caso, nel quadro di accordi bilaterali, in modo che tali spese non siano a carico del lavoratore migrante.
4. Il lavoratore migrante in possesso di una richiesta di lavoro nominativa potrà essere sottoposto ad esame di attitudine professionale solo su richiesta del datore di lavoro, salvo nei casi di frode.

Articolo 4

Diritto d'uscita - Diritto d'accesso

Formalità amministrative

1. Ciascuna Parte Contraente garantisce al lavoratore migrante i seguenti diritti:

- il diritto d'uscita dal territorio della Parte Contraente di cui è cittadino;

- il diritto di accesso al territorio di una delle Parti Contraenti per svolgervi un lavoro retribuito qualora il lavoratore migrante sia stato preventivamente autorizzato e abbia ottenuto i documenti richiesti.

2. Questi diritti vanno intesi con riserva delle restrizioni fissate dalla legislazione e relative alla sicurezza dello Stato, all'ordine pubblico, alla salute pubblica o al buon costume.

3. I documenti richiesti al lavoratore migrante per l'emigrazione e l'immigrazione vengono rilasciati nel più breve tempo possibile, a titolo gratuito o dietro versamento di una somma che non può superare il costo amministrativo di detti documenti.

Articolo 5

Formalità e procedure riguardanti il contratto di lavoro

Ogni lavoratore migrante che ha ottenuto un lavoro dovrà essere munito, prima della sua partenza per lo Stato d'accoglimento, di un contratto di lavoro o di una offerta di lavoro precisa che potranno essere redatte in una o più lingue in uso nello Stato d'origine e in una o più lingue in uso nello Stato ^{d'accoglimento.} In caso di re-

clutamento tramite un organo ufficiale o una agenzia di collocamento ufficialmente riconosciuta, sarà obbligatorio l'uso di almeno una lingua dello Stato di origine ed una lingua dello Stato d'accoglimento.

Articolo 6

Informazioni

1. Le Parti Contraenti si scambieranno e forniranno ai candidati emigranti informazioni adeguate circa il loro soggiorno, le condizioni e le possibilità di riunificazione delle famiglie, la natura del lavoro, la possibilità di concludere un nuovo contratto di lavoro allo scadere del primo, la qualifica richiesta, le condizioni di lavoro e di vita (ivi compreso il costo della vita), la retribuzione, la sicurezza sociale, l'alloggio, il vitto, il trasferimento dei risparmi, il viaggio, nonché le ritenute sul salario per la tutela e la sicurezza sociale, le imposte, le tasse e gli altri oneri. Possono essere fornite anche informazioni sulle condizioni culturali e religiose nello Stato d'accoglimento.

2. .. In caso di reclutamento tramite un organo ufficiale dello Stato d'origine queste informazioni saranno fornite al candidato all'emigrazione, prima della sua partenza, in una lingua che egli può capire, onde permettergli di prendere una decisione con piena cognizione di causa. Se del caso, la traduzione di queste informazioni in una lingua che il candidato all'emigrazione può capire, viene ~~preparata~~ ~~esclusa~~ dallo Stato d'origine.

3. Ciascuna Parte Contraente s'impegna a prendere misure appropriate al fine di prevenire la propaganda ingannevole relativa all'emigrazione ed all'immigrazione.

Articolo 7

Viaggio

1. Ciascuna Parte Contraente s'impegna, in caso di reclutamento collettivo ufficiale, affinché in nessun caso le spese di viaggio verso lo Stato ^{d'accoglimento} siano a carico del lavoratore migrante. Le modalità relative a dette spese saranno determinate nel quadro di accordi bilaterali che potranno prevedere anche l'estensione delle predette misure alle famiglie ed ai lavoratori reclutati individualmente.
 2. Nel caso di lavoratori migranti e delle loro famiglie che si trovino in transito sul territorio di una Parte Contraente per raggiungere lo Stato ^{d'accoglimento} o in occasione del loro ritorno nello Stato d'origine, l'autorità competente dello Stato di transito dovrà prendere tutti i provvedimenti necessari per accelerare il passaggio ed evitare ritardi e difficoltà amministrative.
 3. Ciascuna Parte Contraente concede l'esenzione da imposte e tasse sull'importazione all'entrata nello Stato ^{d'accoglimento} al rientro definitivo nello Stato d'origine nonché durante i transiti:
 - a. per effetti personali e mobilio appartenenti ai lavoratori migranti ed ai membri delle loro famiglie facenti parte del nucleo familiare;
 - b. in misura ragionevole, per gli attrezzi manuali e l'attrezzatura portatile necessari ai lavoratori migranti per svolgere il loro mestiere.
- Le esenzioni suindicate sono concesse conformemente alle modalità previste dalle disposizioni legislative o dai regolamenti in vigore in detti Stati.

CAPITOLIO III

Articolo 8

Permesso di lavoro

1. Ciascuna Parte Contraente che ammette nel proprio territorio un lavoratore migrante per occupare un posto di lavoro retribuito, gli rilascia o gli rinnova (salvo in caso di dispensa) un permesso di lavoro alle condizioni previste dalla sua legislazione.
2. Tuttavia, il permesso di lavoro rilasciato per la prima volta non può, di regola, legare il lavoratore ad uno stesso datore di lavoro o ad una stessa località per un periodo superiore ad un anno.
3. In caso di rinnovo di permesso di lavoro del lavoratore migrante, tale permesso dovrebbe avere generalmente la durata di almeno un anno, fintantochè la situazione e l'evoluzione del mercato del lavoro lo permettano.

Articolo 9

Permesso di soggiorno

1. Ciascuna Parte Contraente rilascerà, qualora la legislazione nazionale lo richieda, un permesso di soggiorno ai lavoratori migranti che sono stati autorizzati ad occupare un posto di lavoro retribuito sul suo territorio conformemente alle condizioni previste nella presente Convenzione.
2. Il permesso di soggiorno sarà rilasciato, e, se del caso, rinnovato alle condizioni previste dalla legislazione nazionale, per una durata uguale, di regola, a quella del permesso di lavoro. Quando la durata del permesso di lavoro è indeterminata, il permesso

so sarà rilasciato e, se del caso, rinnovato di regola per un periodo di almeno un anno. Sarà rilasciato e rinnovato gratuitamente o dietro pagamento delle sole spese amministrative.

3. Le disposizioni del presente articolo si applicano anche ai membri della famiglia del lavoratore migrante autorizzati a raggiungerlo conformemente all'art. 12 della presente Convenzione.

4. Qualora il lavoratore migrante non occupi più il posto di lavoro, o perchè colpito da inabilità temporanea al lavoro dovuta a malattia o incidente, o perchè disoccupato involontario debitamente accertato dalle autorità competenti, sarà autorizzato ai fini dell'applicazione delle disposizioni dell'art. 25 della presente Convenzione, a rimanere sul territorio dello Stato d'accoglienza per un periodo non inferiore a cinque mesi.

Tuttavia, nessuna Parte Contraente avrà l'obbligo nei casi di cui al precedente comma, di permettere al lavoratore migrante di rimanere per un periodo superiore alla durata del versamento delle indennità di disoccupazione.

5. Il permesso di soggiorno, rilasciato in conformità alle disposizioni dei paragrafi da 1 a 3. del presente articolo potrà essere ritirato:

a. per motivi di sicurezza nazionale, di ordine pubblico o di buon costume;

b. se il titolare si rifiuta, dopo essere stato debitamente informato delle conseguenze di tale rifiuto, di conformarsi alle prescrizioni emanate dall'autorità sanitaria nei suoi confronti a fine della tutela della salute pubblica;

c. se non è soddisfatta una condizione essenziale per il suo rilascio o la sua validità.

Ciascuna Parte Contraente si impegna tuttavia ad assicurare ai lavoratori migranti, cui sia stato ritirato il permesso di soggiorno, un effettivo diritto di ricorso, in conformità alla procedura prevista dalla propria legislazione, presso un'autorità giudiziaria o amministrativa.

Articolo 10

Assistenza

1. Al loro arrivo nello Stato ^{d'accoglimento} i lavoratori migranti e i loro familiari riceveranno tutte le informazioni e i consigli adeguati nonché tutta l'assistenza necessaria per la loro sistemazione ed il loro adattamento.
2. A tale scopo, i lavoratori migranti ed i loro familiari beneficeranno dell'aiuto e dell'assistenza dei servizi sociali e degli organismi di utilità pubblica dello Stato ^{d'accoglimento} nonché dell'aiuto fornito dalle autorità consolari del loro Stato d'origine. Inoltre i lavoratori migranti beneficeranno alla stessa stregua dei lavoratori nazionali ^{d'accoglimento} dell'aiuto e dell'assistenza del servizio nel posto di lavoro. Tuttavia, ciascuna Parte Contraente farà in modo di assicurare, qualora la situazione lo richieda, dei servizi sociali specializzati al fine di facilitare o coadiuvare l'assistenza ai lavoratori migranti e alle loro famiglie.
3. Ciascuna Parte Contraente si impegna ad assicurare ai lavoratori migranti e ai loro familiari la libertà di praticare il culto che essi professano; essa faciliterà loro, nei limiti dei mezzi disponibili, la pratica di tale culto.

Articolo 11

Recupero delle somme dovute a titolo di obbligazione alimentare

1. La condizione di lavoratore migrante non deve ostacolare il recupero delle somme dovute a persone rimaste nello Stato d'origine a titolo di obbligazione alimentare derivanti da legami familiari, di parentela, di matrimonio o di unione ivi compresi gli obblighi alimentari verso un figlio non legittimo.
2. Ciascuna Parte Contraente prenderà i provvedimenti necessari ad assicurare il recupero delle somme dovute a titolo di obbligazione alimentare, utilizzando a tale scopo, nei limiti del possibile il formulario¹⁾ adottato dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa.
3. Ciascuna Parte Contraente adotterà, nei limiti del possibile, dei provvedimenti al fine di nominare un'unica autorità nazionale o regionale, incaricata di ricevere e di inviare le richieste di alimenti dovuti a titolo di obbligazione alimentare rispondenti alle condizioni del precedente paragrafo 1°.
4. Il presente articolo non pregiudica le disposizioni delle Convenzioni bilaterali o multilaterali già concluse o da concludere.

Articolo 12

Riunificazione delle famiglie

1. Il congiunto del lavoratore migrante che ha un'occupazione regolare nel territorio di una Parte Contraente e i suoi figli non sposati, fintantochè sono considerati minori dalla legislazione

d'accoglimento
in materia dello Stato e che sono a suo carico, sono autorizzati, alle stesse condizioni di quelle previste dalla Convenzione per l'ammissione dei lavoratori migranti e secondo la procedura prevista per tale ammissione dalla legislazione o dagli Accordi internazionali, a raggiungere il lavoratore migrante nel territorio di una Parte Contraente, a condizione che quest'ultimo disponga per la sua famiglia di un alloggio considerato normale per i lavoratori nazionali nella regione in cui lavora.

Ciascuna Parte Contraente potrà subordinare il rilascio dell'autorizzazione di cui sopra ad un periodo di attesa che non potrà essere superiore ai dodici mesi.

2. Ciascuno Stato potrà inoltre, in qualsiasi momento, mediante dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, che avrà effetto un mese dopo il suo ricevimento, ^{subordinare} la riunificazione delle famiglie di cui al precedente paragrafo alla condizione che il lavoratore migrante disponga di mezzi finanziari stabili, sufficienti a provvedere ai bisogni della sua famiglia.

3. Ciascuno Stato potrà, in qualsiasi momento, mediante dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, che avrà effetto un mese dopo il suo ricevimento, derogare temporaneamente all'obbligo del rilascio dell'autorizzazione prevista al precedente paragrafo 1, per una o più parti del suo territorio che indicherà nella dichiarazione, purchè dette misure non siano in contraddizione con gli obblighi derivanti da altri strumenti internazionali. La dichiarazione dovrà menzionare i motivi particolari che giustifichino la deroga relativamente alla capacità d'accoglimento.

Ciascuno Stato che si avvale di tale facoltà di deroga dovrà informare il Segretario Generale del Consiglio d'Europa in merito ai provvedimenti adottati ed assicurare la pubblicazione di detti provvedimenti nel più breve tempo possibile. Deve altresì informare il Segretario Generale della data in cui dette misure cessano di essere in vigore e le disposizioni della Convenzione sono di nuovo applicabili.

La dichiarazione non pregiudicherà in linea di massima le domande di riunificazione delle famiglie sottoposte alle autorità competenti prima che la dichiarazione sia stata inviata al Segretario Generale dai lavoratori migranti che si trovano già nella parte del territorio interessato.

Articolo 13

Alloggio

1. Ciascuna Parte Contraente applicherà al lavoratore migrante, in materia di alloggio e di affitto, un trattamento non meno favorevole di quello che applica ai propri nazionali qualora detta materia sia regolata dalle sue disposizioni legislative e regolamentari.
2. Ciascuna Parte Contraente dovrà assicurarsi che i servizi nazionali competenti effettuino dei controlli, nei casi adeguati, ed in collaborazione con le autorità consolari interessate, nei limiti della loro competenza, al fine di assicurare che le norme di igiene degli alloggi vengano rispettate nei confronti dei lavoratori migranti così come avviene per i propri nazionali.
3. Ciascuna Parte Contraente si impegna a tutelare i lavoratori migranti, nel quadro delle sue disposizioni legislative.

regolamentari, dallo sfruttamento in materia di affitto.

4. Ciascuna Parte Contraente ~~assicurerà~~, con i mezzi a disposizione dei servizi nazionali competenti, che l'alloggio del lavoratore migrante sia adeguato.

Articolo 14

Preformazione - Formazione scolastica, professionale e
linguistica - Rieducazione professionale

1. I lavoratori migranti e i loro familiari regolarmente ammessi nel territorio di una Parte Contraente, beneficeranno, allo stesso modo e alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali, dell'insegnamento generale e professionale nonché delle formazioni e rieducazione professionale e verrà loro concesso l'accesso all'insegnamento superiore conformemente alle disposizioni che regolano, in generale, l'accesso alle diverse istituzioni nello Stato d'accoglimento.

2. Al fine di favorire l'accesso alle scuole di insegnamento generale e professionale nonché ai centri di formazione professionale, lo Stato ^{d'accoglimento} faciliterà l'insegnamento della sua o delle sue lingue a favore dei lavoratori migranti e dei suoi familiari.

3. Ai fini dell'applicazione dei precedenti paragrafi 1 e 2, la concessione di borse di studio sarà lasciata alla discrezione di ciascuna Parte Contraente che si adopererà per concedere ai figli dei lavoratori migranti che vivono presso le loro famiglie nello Stato ^{d'accoglimento} in conformità con le disposizioni dell'articolo 12 della presente Convenzione, le stesse facilitazioni in materia che accorda ai suoi lavoratori nazionali.

4. Le qualificazioni professionali del lavoratore nonchè i diplomi e i titoli professionali precedentemente acquisiti nel lo Stato d'origine saranno riconosciuti dalle Parti Contraenti secondo le modalità fissate con accordi bilaterali o multilaterali.

5. Le Parti Contraenti interessate si assicureranno, nel quadro di una stretta cooperazione, che la formazione e la rieducazione professionale, ai sensi del presente articolo, tengano conto, nei limiti del possibile, delle necessità dei lavoratori migranti in vista di un loro ritorno nel Paese d'origine.

Articolo 15

Insegnamento della lingua materna del lavoratore migrante

Le Parti Contraenti interessate opereranno di comune accordo al fine di organizzare, nella misura del possibile, a favore dei figli dei lavoratori migranti, dei corsi speciali per l'insegnamento della lingua materna del lavoratore migrante per facilitare, tra l'altro, il loro ritorno nel Paese d'origine.

Articolo 16

Condizioni di lavoro

1. In materia di condizioni di lavoro, i lavoratori migranti autorizzati a svolgere un lavoro beneficeranno di un trattamento non meno favorevole di quello applicato ai lavoratori nazionali in virtù delle disposizioni legislative o regolamentari, dei contratti collettivi di lavoro o delle consuetudini.

2. Non si può derogare mediante contratto individuale al prin

cipio dell'uguaglianza di trattamento previsto al precedente paragrafo.

Articolo 17

Trasferimento dei risparmi

1. Ciascuna Parte Contraente permetterà, secondo le modalità fissate dalla sua legislazione, il trasferimento di tutti o parte dei guadagni e dei risparmi dei lavoratori migranti che quest'ultimi desiderano trasferire.

Tale disposizione verrà applicata anche al trasferimento delle somme dovute dai lavoratori migranti a titolo di obbligazione alimentare. Il trasferimento delle somme dovute dai lavoratori migranti a titolo di obbligazione alimentare non potrà essere in nessun caso ostacolata o impedita.

2. Ciascuna Parte Contraente permetterà, nel quadro delle convenzioni bilaterali o con ogni altro mezzo, il trasferimento delle somme che spettano ai lavoratori migranti qualora essi lascino il territorio dello Stato d'accoglimento.

Articolo 18

Sicurezza sociale

1. Ciascuna Parte Contraente si impegna ad accordare nel proprio territorio, ai lavoratori migranti ed ai loro familiari parità di trattamento con i propri nazionali in materia di sicurezza sociale, con riserva delle condizioni richieste dalla propria legislazione e dagli accordi bilaterali e multilaterali conclusi o da concludere tra le Parti Contraenti interessate.

2. Inoltre le Parti Contraenti faranno tutto il possibile per garantire ai lavoratori migranti e ai loro familiari il mantenimento dei diritti in via di acquisizione e ^{dei} ~~di~~ diritti acquisiti, nonché ^{la} prestazione di servizi sociali all'estero, mediante accordi bilaterali e multilaterali.

Articolo 19

Assistenza sociale e medica

Ciascuna Parte Contraente si impegna ad accordare nel proprio territorio ai lavoratori migranti e ai loro familiari, residenti regolarmente nel proprio territorio, la stessa assistenza sociale e medica riservata per i propri nazionali e ciò in conformità agli obblighi assunti con accordi internazionali ed in particolare con la Convenzione Europea di assistenza sociale e medica del 1953.

Articolo 20

Incidenti sul lavoro e malattie professionali - Igiene del lavoro

1. Fer quanto riguarda la prevenzione degli incidenti sul lavoro e delle malattie professionali, nonché l'igiene del lavoro, i lavoratori migranti beneficeranno degli stessi diritti e della stessa tutela dei lavoratori nazionali in applicazione delle leggi di una Parte Contraente e dei contratti collettivi e tenuto conto della loro situazione particolare.
2. Il lavoratore migrante che ^{avrà} subito un incidente sul lavoro o sia stato colpito da una malattia professionale nel territorio

dello Stato ^{d'accoglimento} beneficerà della stessa rieducazione professionale dei lavoratori nazionali.

Articolo 21

Controllo delle condizioni di lavoro

Ciascuna Parte Contraente controllerà o farà controllare le condizioni di lavoro dei lavoratori migranti così come avviene per i lavoratori nazionali. Tale controllo sarà effettuato dagli organismi o dalle istituzioni competenti dello Stato d'accoglimento o da ogni altro organo autorizzato dallo Stato d'accoglimento.

Articolo 22

Decesso

Ciascuna Parte Contraente avrà cura che, nel quadro delle sue leggi o, se del caso, nel quadro di accordi bilaterali, vengano adottati provvedimenti al fine di fornire tutto l'aiuto e l'assistenza necessaria al trasporto nel Paese d'origine dei corpi dei lavoratori migranti deceduti in seguito ad incidente sul lavoro.

Articolo 23

Imposte sul reddito da lavoro

1. In materia di reddito e senza pregiudicare le disposizioni riguardanti la doppia imposizione contenute negli accordi già conclusi o che potranno essere conclusi tra le Parti Contraenti, i lavoratori migranti non saranno soggetti, nel territorio di una Parte Contraente, a diritti, tasse, imposte o contributi, di qua-

lunque genere, superiori o più gravosi di quelli che vengono imposti ai lavoratori nazionali che si trovano in situazione analoga. Essi beneficerebbero, in particolare, di riduzioni o esenzioni da tasse o imposte e di sgravi alla base, ivi comprese le detrazioni per oneri familiari.

2. Le Parti Contraenti stabiliranno fra loro, mediante accordi bilaterali o multilaterali sulla doppia imposizione, i provvedimenti da adottare per evitare la doppia imposizione sui guadagni dei lavoratori migranti.

Articolo 24

Scadenza del contratto di lavoro e licenziamento

1. Alla scadenza del contratto di lavoro a tempo determinato, alla fine del periodo stabilito, e in caso di rescissione anticipata di tale contratto o di rescissione di un contratto di lavoro a tempo indeterminato, il lavoratore migrante beneficerebbe di un trattamento non meno favorevole di quello di cui beneficiano i lavoratori nazionali in virtù delle disposizioni legislative e dei contratti collettivi di lavoro.

2. Il lavoratore migrante beneficerebbe, in caso di licenziamento individuale o collettivo, del regime applicabile ai lavoratori nazionali in virtù della legislazione o dei contratti collettivi di lavoro, in particolare per quanto riguarda la forma e il periodo di preavviso per il licenziamento, le indennità previste dalla legge o dai contratti collettivi, e quelle che eventualmente gli spetterebbero in caso di rescissione arbitraria del suo contratto di lavoro.

Articolo 25

Reimpiego

1. Se un lavoratore migrante perde il posto di lavoro per motivi indipendenti dalla sua volontà, soprattutto in caso di disoccupazione o di lunga malattia, l'autorità competente dello Stato d'accoglimento faciliterà il suo reimpiego secondo le disposizioni legislative o regolamentari in vigore in detto Stato.

2. A tal fine, lo Stato ospite favorirà i provvedimenti necessari ad assicurare, per quanto possibile, la riabilitazione e la rieducazione professionale di detto lavoratore migrante, purchè manifesti l'intenzione di continuare a lavorare nello Stato d'accoglimento.

Articolo 26

Ricorso alle autorità giudiziarie ed amministrative dello Stato d'accoglimento

1. Ciascuna Parte Contraente accorderà ai lavoratori migranti un trattamento non meno favorevole di quello riservato ai lavoratori nazionali in materia di procedimenti giudiziari. I lavoratori migranti avranno diritto, alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali, alla piena tutela legale e giudiziaria della loro persona e dei loro beni, dei loro diritti ed interessi; essi hanno ^{in particolare} ~~prattutto~~ lo stesso diritto dei lavoratori nazionali di ricorrere alle autorità giudiziarie ed amministrative competenti secondo la legislazione dello Stato d'accoglimento, e di farsi assistere da una persona di loro scelta autorizzata dalle leggi di detto Stato, in particolare nelle controversie con il loro datore di lavoro, con i loro familiari e con i terzi. Le norme del diritto interna

zionale privato in vigore nello Stato d'accoglimento non vengono pregiudicate dal presente articolo.

2. Ciascuna Parte Contraente accorderà ai lavoratori migranti il beneficio dell'assistenza giudiziaria alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali ed in caso di procedura civile o penale, la possibilità di farsi assistere da un interprete se il lavoratore migrante non capisce o non parla la lingua usata ^{nell'}all'udienza.

Articolo 27

Ricorso ai servizi relativi all'impiego.

Ciascuna Parte Contraente riconosce ai lavoratori migranti ed ai loro familiari che si trovano regolarmente nel suo territorio, il diritto di ricorrere ai servizi relativi all'impiego, alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali, conformemente alle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative, ivi comprese le condizioni di accesso in vigore in detto Stato.

Articolo 28

Esercizio del diritto sindacale

Ciascuna Parte Contraente riconosce ai lavoratori migranti il libero esercizio del diritto sindacale per la tutela dei loro interessi economici e sociali alle condizioni previste dalla legislazione nazionale per i propri cittadini.

Articolo 29

Partecipazione all'attività dell'azienda

Ciascuna Parte Contraente faciliterà, nella misura del possi

bile, la partecipazione dei lavoratori migranti all'attività dell'azienda alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali.

CAPITOLIO IV

Articolo 30

Ritorno al paese d'origine

1. Ciascuna Parte Contraente adotterà, per quanto possibile, le disposizioni adeguate al fine di assistere i lavoratori migranti ed i loro familiari al momento del loro rientro definitivo nel paese d'origine, in particolare quelle previste all'articolo 7, paragrafi 2 e 3 della presente Convenzione. Sarà lasciata a ciascuna Parte Contraente la facoltà di fornire una assistenza finanziaria.

2. Affinchè i lavoratori migranti possano conoscere, prima del loro viaggio di ritorno, le condizioni alle quali avverrà il loro nuovo insediamento nel paese d'origine, quest'ultimo comunicherà allo Stato d'accoglimento, che le metterà a disposizione degli interessati su loro richiesta, informazioni relative in particolare a:

- le possibilità e le condizioni di lavoro nel loro paese d'origine;
- l'aiuto finanziario concesso per la reintegrazione economica;
- il mantenimento dei diritti acquisiti all'estero in materia di sicurezza sociale;
- i passi da compiere per facilitare la ricerca di un alloggio;
- l'equipollenza dei certificati o diplomi professionali ottenuti all'estero e, se del caso, gli esami necessari per il loro riconoscimento;

- l'equipollenza dei titoli di studio ottenuti all'estero al fine di permettere l'inserimento scolastico senza declassamento dei figli dei lavoratori migranti.

CAPITOLIO V

Articolo 31

Mantenimento dei diritti acquisiti

Nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere interpretata come giustificante un trattamento meno favorevole di quello accordato ai lavoratori migranti dalla legislazione nazionale dello Stato d'accoglimento e dagli accordi bilaterali e multilaterali ^{nei} quali tale Stato è Parte Contraente.

Articolo 32

Relazioni fra la presente Convenzione e la legislazione nazionale delle Parti Contraenti o gli Accordi internazionali

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano le disposizioni che sono o entreranno in vigore e che sono o saranno più favorevoli alle persone tutelate dalla presente Convenzione in virtù della legislazione nazionale ^e dei trattati, convenzioni, accordi o intese bilaterali o multilaterali, nonché delle misure adottate per la loro applicazione.

Articolo 33

Applicazione della Convenzione

1. Verrà istituito un Comitato a carattere consultivo entro un

anno dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

2. Ciascuna Parte Contraente designerà un rappresentante per tale Comitato consultivo. Ogni altro Stato membro del Consiglio d'Europa potrà farsi rappresentare da un osservatore con voto consultivo.

3. Il Comitato consultivo esaminerà ogni proposta che gli verrà sottoposta da una delle Parti Contraenti al fine di facilitare o di migliorare le condizioni di applicazione della Convenzione nonché ogni proposta di modifica della presente Convenzione.

4. I pareri e le raccomandazioni del Comitato consultivo verranno adottati a maggioranza dei membri del Comitato; tuttavia le proposte di modifica della Convenzione verranno adottate all'unanimità dai membri del Comitato.

5. I pareri, le raccomandazioni e le proposte del Comitato consultivo sopraccenzionate verranno inviate al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa che deciderà sul seguito da dar loro.

6. Il Comitato consultivo sarà convocato dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa e si riunirà, di regola, almeno una volta ogni due anni ed inoltre su iniziativa del Comitato dei Ministri o di almeno due Parti Contraenti; il Comitato si riunirà anche su richiesta di una Parte Contraente qualora vengano applicate le disposizioni del paragrafo 3 dell'art. 12.

7. Il Comitato consultivo redigerà periodicamente, per il Comitato dei Ministri, un rapporto contenente le informazioni relative alle disposizioni legislative e regolamentari in vigore nel territorio delle Parti e relative alle materie contemplate dalla presente Convenzione.

CAPITOLO VIArticolo 34

Firma - Ratifica - Entrata in vigore

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione verranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo alla data di deposito del quinto strumento di ratifica, accettazione o approvazione.
3. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di ciascuno Stato firmatario che la ratificherà, accetterà o approverà in seguito, il primo giorno del terzo mese successivo alla data del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

Articolo 35

Campo di applicazione territoriale

1. Ogni Stato potrà, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione o successivamente, in qualunque altro momento, estendere l'applicazione della presente Convenzione, con una dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, all'insieme dei territori o ad uno o più territori per i quali egli assicura le relazioni internazionali o per i quali è autorizzato a stipulare.
2. Ogni dichiarazione fatta in virtù del precedente paragrafo

potrà essere ritirato per quanto riguarda ogni territorio designato in detta dichiarazione. Questo ritiro avrà effetto sei mesi dopo il ricevimento della dichiarazione di ritiro da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 36

Riserve

1. Ogni Stato potrà, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione, formulare una o più riserve che non potranno riguardare più di nove articoli dei Capitoli dal II° al IV° incluso, ^{ad eccezione} ~~salvo~~ degli articoli 4, 6, 9, 12, 15, 17, 20, 25, 26.
2. Ogni Stato potrà ritirare, in qualsiasi momento, in tutto o in parte, una riserva da lui formulata in virtù del precedente paragrafo mediante una dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e che avrà effetto alla data del suo ricevimento.

Articolo 37

Denuncia della Convenzione

1. ciascuna Parte Contraente potrà denunciare la presente Convenzione mediante notifica inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e che avrà effetto alla scadenza di un periodo di sei mesi dalla data del suo ricevimento.
2. Non potrà essere effettuata nessuna denuncia prima della scadenza di un termine di cinque anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione nei confronti della Parte Contraente interessata.

3. Ciascuna Parte Contraente che cessa di essere Membro del Consiglio d'Europa cessa di essere Parte alla presente Convenzione sei mesi dopo la data in cui ha perso la sua qualità di Stato membro.

Articolo 38

Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio Generale notificherà agli Stati membri del Consiglio:

- a) le firme;
- b) il deposito degli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione;
- c) le notifiche ricevute in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'art. 12;
- d) le date di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente al suo articolo 34;
- e) le dichiarazioni ricevute in applicazione delle disposizioni dell'art. 35;
- f) le riserve formulate in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'art. 36;
- g) il ritiro delle riserve effettuate in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'art. 36;
- h) le notifiche ricevute in applicazione delle disposizioni dell'art. 37 e la data in cui la denuncia avrà effetto.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Strasburgo, il 24 novembre 1977, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esempla

re, che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.
Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne invierà copia
certificata conforme ad ogni Stato firmatario.

Seguono firme.

